

# Revue de presse 2022-2023



**N°41**

**24 avril au 7 mai 2023**

Rédacteurs : Côme Fradelin, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht, Maxime Triomphe, Meï Li Zar-Ayan

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

## Les titres de la presse

### Forces armées

-  1. L'exercice militaire Orion 2023 entre dans sa dernière phase

### International

-  2. Bilan de l'opération Sagittaire au Soudan
-  3. La phase 1B du Système de combat aérien du futur a été officiellement lancée à Madrid
-  4. L'Iran exécute un dissident Irano-Suédois

### Diplomatie

-  5. Le chef de la diplomatie de l'UE appelle les forces navales européennes à « patrouiller » dans le détroit de Taïwan

## 1. L'exercice militaire Orion 2023 entre dans sa dernière phase

Du 19 avril au 7 mai 2023, l'exercice majeur interarmées Orion 2023 entre dans sa quatrième et dernière phase. La coalition multinationale, sur le sol français, fait face à un adversaire fictif dans le cadre d'une guerre multimilieux multichamps (M2MC), intégrant dès lors l'espace, le cyber espace et les champs immatériels (guerre informationnelle) à l'équation.

Environ 12 000 militaires, dont 1 700 alliés de la France, sont déployés dans une zone d'action terrestre entre Besançon et Amiens, couvrant près de 100 000 km carrés. Des sorties aériennes sont prévues sur le territoire français, et le milieu maritime est également mis en activité sur la façade atlantique.

Il est à noter que le ministère des Armées entend atteindre trois objectifs principaux par le biais de cet exercice. Tout d'abord, il s'agit d'éprouver la résilience des armées françaises dans une opération de haute intensité, à combat dit « symétrique ». Puis, cet exercice vise à intégrer les effets opérationnels M2MC dans un déploiement militaire à grande échelle, et enfin, il s'agit d'améliorer la capacité des armées françaises à intégrer les forces armées alliées dans la manœuvre.

### 2. Bilan de l'opération Sagittaire au Soudan

Depuis le 15 avril 2023, de violents combats ont eu lieu au Soudan du Nord entre l'armée régulière dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane et les Forces de Soutien Rapide (FSR) dirigées par le général Mohamed Hamdane Daglo. Ces affrontements ont lieu dans plusieurs villes, dont la capitale Khartoum. Face à cette situation, plusieurs pays ont décidé d'évacuer leurs ressortissants présents sur place.

Pour lancer une telle opération, la sécurisation de plateformes aéroportuaires et maritimes est nécessaire pour permettre le regroupement et l'évacuation des ressortissants étrangers. Malgré ces difficultés, une opération d'évacuation de ressortissants ou RESEVAC a été lancée le 22 avril dernier par plusieurs pays, dont la France, la Grèce et les États-Unis.

De son côté, la France lance son opération en mettant en alerte ses forces stationnées à Djibouti et aux Émirats arabes unis. Un pont aérien a été établi entre Khartoum et Djibouti et le premier appareil s'est posé dans la capitale soudanaise dès le 22 avril à 21 heures. Au total, les armées présentes sur le terrain ont effectué neuf rotations aériennes (7 A400M et 2 C130) et une rotation navale de la FREEM-DA "Lorraine" entre port Soudan et Djeddah en Arabie saoudite.

Le 27 avril le bilan de l'opération "Sagittaire" était de 150 militaires déployés, dont un nombre important de forces spéciales (un des commandos a d'ailleurs été blessé lors d'une évacuation dans la ville) et de près de 900 personnes, de 80 nationalités différentes, ont été évacuées, dont plus de 200 Français.

### 3. La phase 1B du Système de combat aérien du futur a été officiellement lancée à Madrid

Le 28 avril, le ministre des Armées Sébastien Lecornu et les ministres allemand et espagnol de la Défense se réunissaient à Madrid pour entériner la phase 1B, d'une durée de 36 mois et d'un coût de 3 milliards d'euros (soit 1 milliard par pays), visant à définir l'architecture finale du démonstrateur du Système de Combat Aérien du Futur (SCAF).

Lancée par la France et l'Allemagne en 2017, la coopération a été rejointe par l'Espagne en 2019 et a pour objectif de développer un ensemble de systèmes interconnectés, le SCAF, dont la mise en service devrait être effective à l'horizon 2040. La Phase 1A (2020-21) avait vu la désignation de maîtres d'œuvre industriels dont Dassault Aviation, Airbus, Safran, MTU, MBDA et Thales, ainsi que le lancement d'une phase de recherche des technologies adéquates (R&T) pour le SCAF.

La phase 1B devrait quant à elle permettre aux différents partenaires industriels de s'accorder sur un projet commun et d'avancer vers la construction finale du SCAF. Le ministre a également rappelé l'importance de ce projet pour l'industrie de défense et l'autonomie stratégique européenne.

### 4. L'Iran exécute un dissident Irano-Suedois

Le samedi 6 mars, Habib Chaab, dissident iranien, est pendu en Iran après avoir été condamné à mort en décembre 2022 par un tribunal révolutionnaire à Téhéran. Habib Chaab était accusé de diriger le groupe séparatiste Harakat al-Nidal ou Mouvement de lutte arabe pour la libération d'Ahwaz. Ce groupe qui réclame l'autodétermination du Khouzistan (une des trente-et-une province d'Iran, au Sud Ouest du pays), était accusé de terrorisme par Téhéran. M. Chaab aurait organisé des attentats et notamment un en 2018 ayant entraîné la mort de plusieurs individus, dont des civils, lors d'un défilé militaire à Ahvaz (chef-lieu du Khouzistan).

Habib Chaab serait passé aux aveux dans une vidéo diffusée à la télévision iranienne en 2020, prenant la responsabilité de l'attentat et affirmant travailler pour le renseignement saoudien. L'Arabie Saoudite représente en effet un soutien financier et logistique non négligeable au mouvement nationaliste arabe. Ces vidéos, dénoncées comme étant obtenues sous la torture par certains défenseurs des droits humains, restent néanmoins une pratique courante en Iran.

M. Chaab ayant la double nationalité irano-suédoise, la Suède avait fortement réprimandée cette condamnation à la peine de mort et plusieurs fois appelée l'Iran à y renoncer, en vain. L'Iran ne reconnaissant pas la double nationalité, les démarches offrant une aide consulaire n'avaient pas non plus abouti.

### 5. Le chef de la diplomatie de l'UE appelle les forces navales européennes à « patrouiller » dans le détroit de Taïwan

Suite à de récentes intrusions de la Chine dans l'espace maritime taïwanais, le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell également appelé le chef de la diplomatie européenne, a rappelé la position de l'Union européenne (UE) : « Sur Taïwan, notre position est simple et constante. Il n'y a à nos yeux qu'une seule Chine. Mais pas à n'importe quelles conditions. Et certainement pas au travers du recours à la force. L'Europe doit en réalité être très présente sur ce dossier qui nous concerne sur le plan économique, commercial et technologique ». Il a affirmé qu'il fallait rester prudent face aux surenchères en vue de respecter le statu quo érigé en 1949 qui vise à séparer la Chine communiste de l'île qui possède son propre gouvernement et ses propres institutions.

En vertu de ce statu quo, Josep Borrell a ainsi appelé les « marines européennes à patrouiller dans le détroit de Taïwan ». Outre le fait d'affirmer que l'UE a encore sa place dans les relations diplomatiques entre la Chine et Taïwan, cette déclaration matérialise l'attachement de l'Europe à la liberté de navigation dans cette zone « absolument cruciale ». Néanmoins, avec le contexte de la guerre en Ukraine et des priorités militaires ou nationales, peu de pays semblent capables de répondre à cet appel, principalement par manque de moyens. Ces dernières années, seules la Royal Navy et la Marine nationale ont envoyé des navires dans le détroit de Taïwan.

L'UE pourrait cependant compter sur la marine italienne ou Marina Militare avec le patrouilleur hauturier Francesco Morosini ayant appareillé de La Spezia au début de ce mois pour une mission en Extrême Orient. Il « sillonnera les eaux de la mer de Chine pour arriver aux ports de Yokosuka (Japon, 14-18 juin) et de Pusan (Corée du Sud, 21-24 juin) et mènera des activités relevant de la diplomatie navale dans quinze ports de quatorze pays d'Asie du Sud-Est », a précisé Analisi Difesa, un site relatif aux opérations de défense italiennes.